

Résolution adoptée à la séance plénière du 13 janvier 2021

Filières stratégiques : définir et mettre en œuvre les priorités

Déclaration du groupe CGT

La CGT porte une conception de l'action publique qui réponde aux besoins fondamentaux de toutes et tous, sur tout le territoire, avec des objectifs de développement humain, social, économique, environnemental et une ambition de réduction des fractures sociales et territoriales.

L'outil indispensable est le développement de services publics renouvelés, autour des 3 principes, toujours plus nécessaires : continuité, égalité, adaptabilité, des missions publiques améliorées dans divers domaines : santé, éducation, culture, énergie, transport ... et d'une maîtrise publique (accompagnée de l'arrêt des externalisations et privatisations).

Ces services publics doivent aussi interagir avec les activités productives, dont l'industrie, par les réseaux d'infrastructures, le numérique, la formation, la recherche

... Autant d'atouts pour un aménagement du territoire cohérent et solidaire qui conditionne le développement économique.

Leur absence ou faiblesses est dangereuse pour la société toute entière. Leur neutralité rend possible un contrôle de la régularité de nombreuses activités dans les domaines sociaux, sanitaires ou environnementaux.

Une fonction publique moderne reste un bon outil d'organisation, avec des financements revus et consolidés, tant du point de vue de la fiscalité que des cotisations sociales finançant la protection sociale.

Enfin, les politiques publiques nécessitent une vraie démarche démocratique qui associe salariés.es, usager.es, citoyen.nes, élu.es. Cela passe effectivement par un contrôle et une évaluation « progressiste » qui répondent à l'intérêt général et non aux seuls indicateurs comptables qui ne servent qu'à appuyer un « management par la réduction des coûts ».

En 2015, le CESE a fait des propositions précises et fortes dans son avis de référence « Promouvoir une culture de l'évaluation des politiques publiques » de Nasser Mansouri-Guilani, comme par exemple des conférences d'évaluation associant tous les acteurs.

Le « baromètre » proposé ne réunit pas les conditions définies dans cet avis, notamment dans le choix des indicateurs qui restent à la seule main du gouvernement. Il prétend améliorer le « service » aux citoyens, en contradiction flagrante avec la casse des politiques publiques en cours. Il ne faudrait pas qu'il ne soit qu'un instrument de promotion ad hoc d'une politique rejetée, à l'approche des prochaines échéances électorales.